INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

LES PÊCHES

LES GRANDS BANCs

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait immédiatement prendre les mesures nécessaires pour étendre son droit de garde aux pêcheries de morue situées aux deux extrémités des Grands Bancs.

—Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter cette motion qui est en préparation depuis fort longtemps. J'aimerais la relire; elle dit:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait immédiatement prendre les mesures nécessaires pour étendre son droit de garde aux pêcheries de morue situées aux deux extrémités des Grands Bancs.

C'est une motion d'initiative parlementaire que je vous présente. Ce n'est pas la première fois qu'on discute de ce sujet à la Chambre. J'ai fait un rapide calcul avant de venir ici aujourd'hui et je peux affirmer que depuis 4 ans et un quart, on a tenu des débats d'urgence à ce sujet, des journées d'opposition y ont été consacrées et il en a été question près de 50 fois d'une façon ou d'une autre.

Cette motion fera l'objet d'un vote, comme vous le savez, monsieur le Président; par conséquent, je demande à mes collègues de tous les côtés de la Chambre de prêter attention à ce dont on parle maintenant parce qu'ils devront voter oui ou non à ce sujet.

Tout spectateur de ce débat pourrait bien se demander pourquoi on aborde cette question à ce moment-ci. Je vais vous le dire. Lorsque je suis arrivé à la Chambre, il y a 50 mois, j'ai fait un discours dans lequel je parlais de la nécessité pour le Canada de prendre en mains le contrôle de ses zones de pêche. J'ai parlé plus précisément de contrôler les extrémités des Grands Bancs qui, depuis 500 ans, font partie des pêcheries de Terre-Neuve et du Canada.

Je me suis servi de presque chaque occasion qui m'a été offerte en cette Chambre, lorsque le sujet des pêches a été abordé, pour encourager la Chambre et le Parlement à approuver cette motion qui permettrait au Canada de préserver ses stocks de poissons de fond, particulièrement la morue du Nord, qui chevauchent la limite.

Pour beaucoup, c'est une fixation. Je ne prétends pas que ce soit ma seule mission ici, mais lorsque j'ai fait campagne pour être élu à la Chambre des communes,

Initiatives parlementaires

j'avais deux chevaux de bataille et je ne m'en suis pas caché. Le premier était mon opposition, non pas au libre-échange, mais à l'accord de libre-échange tel qu'il avait été négocié. Le second était ma conviction qu'il fallait au plus vite étendre le droit de garde du Canada aux deux extrémités des Grands Bancs.

J'ai fait de nombreux discours, tout comme mon collègue derrière moi, je l'ai dit plus tôt. Nous avons attaqué le sujet selon l'ordre chronologique des événements. Nous avons expliqué que le Canada était dans une situation unique du fait que son plateau continental s'étendait en pente douce sur 200 milles et même plus à certains endroits. C'est ce qui rend ce cas unique.

Nous avons argumenté de ce fait devant un tribunal international. Le droit de la mer se pratique différemment du droit civil et nous avons prouvé, j'en suis sûr, que cette motion est réalisable. Nous pouvons défendre notre cause devant la Cour internationale de justice et le tribunal de la mer. Nous aurions pu le faire il y a des années. Et dans ce cas, pourquoi donc ne pas le faire maintenant?

Dans l'espoir de convaincre mes collègues de la Chambre de passer à l'action et de voter en faveur de cette motion, je vais essayer une approche différente et remonter le temps. Je vais vous rappeler où nous en sommes, pourquoi nous sommes arrivés là et ce que cette motion peut faire pour essayer de remédier à la situation.

Le 2 juillet 1992, le ministre des Pêches et des Océans a annoncé un moratoire de deux ans sur la morue du Nord. Il s'agit d'un stock migrateur qui chevauche la zone de 200 milles, au large de Terre-Neuve, dans les zones 2J et 3KL de l'OPANO, l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest. La zone 3KL est contiguë à ma circonscription et à la côte nord-est de Terre-Neuve.

Le gouvernement a décrété ce moratoire en croyant qu'une fermeture complète de la pêche constituait la seule chance pour le stock de morue de l'Atlantique de se reproduire au point de revenir rapidement à ce qui a été pendant longtemps son niveau moyen.

On a estimé que 9 000 pêcheurs et 10 000 travailleurs de conserverie et membres d'équipage de chalutiers se retrouveraient sans travail par suite de ce moratoire. Selon la Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique, 80 000 Canadiens de la région de l'Atlantique, dont 60 000 à Terre-Neuve et au Labrador seulement, seront touchés par cette mesure. Dans cette région du pays où un emploi permanent constitue un symbole de prospérité, c'est non seulement triste, mais horrible.